SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 7 MARS 1867.

Rapport de la Commission de l'Intérieur, chargée d'examiner le Projet de Loi qui alloue au Budget du Ministère de l'Intérieur, pour l'exercice 1867, des crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de 660,000 francs.

(Voir les N° 96 et 104 de la Chambre des Représentants et le N° 40 du Sénat.)

Présents : MM. D'OMALIUS D'HALLOY, Président ; CORBISIER, le BARON DE RASSE, HOUTART, BOYVAL, DE CANNART D'HAMALE, HANSSENS, DE PITTEURS-HIÉGAERTS et DE SELYS-LONGCHAMPS, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi déposé le 21 février de cette année augmente de 660,000 francs le Budget pour l'exercice 1867. 600,000 francs étaient demandés pour bestiaux abattus en 1867, et 60,000 francs attribués au service vétérinaire et à la police médicale, pour être ajoutés à l'article 53 du Budget.

Plus d'une fois le Sénat a donné son approbation aux mesures énergiques prises par le Gouvernement dans le but de préserver la Belgique du fléau de la peste bovine et d'étouffer à leur naissance les foyers d'infection qui se sont établis, malgré la vigilance du Gouvernement.

La ville de Hasselt, où se trouvait réuni un nombreux bétail, est devenue malheureusement le siège d'un de ces foyers contagieux, de sorte que l'abattage des bestiaux atteints ou suspects a pris une extension qui dépasse les prévisions du Gouvernement.

Tel est le motif qui a nécessité la présentation d'une demande de crédits supplémentaires.

Ainsi que l'exprime le Rapport fait à la Chambre des Représentants, le Gouvernement, par les mesures qu'il a prises, se livre, dans l'intérêt général, à une véritable expropriation pour cause d'utilité publique, et il est juste qu'il intervienne largement dans la perte subie.

Votre Commission de l'Intérieur approuve sans hésitation le Projet de Loi que la Chambre des Représentants a voté sans opposition. Elle espère encore qu'en persévérant dans la marche suivie jusqu'ici, on pourra préserver notre

(2)

pays d'une catastrophe agricole qui serait un véritable désastre. Elle espère également que les cultivateurs et les industriels, qui sont en ces circonstances le plus menacés dans leur fortune, comprendront que leur intérêt bien entendu leur commande de prêter au Gouvernement un concours absolu pour l'exécution des mesures prescrites par l'autorité.

Le Rapporteur,
Baron DE SELYS-LONGCHAMPS.

Le Président,
D'OMALIUS D'HALLOY.